



**Intervention de Madame Carole Dieschbourg, ministre de l'Environnement
lors de la revue volontaire devant le Forum de Haut Niveau du
Développement Durable**

New York, le 17 juillet 2017

Monsieur le Président,

Vos excellences,

Mesdames et Messieurs,

Chers collègues,

Le Luxembourg est un pays ouvert, au carrefour de l'Europe et du monde. Le luxembourgeois est notre langue nationale, mais nous utilisons le français et l'allemand comme langues administratives, tandis que l'anglais, le portugais et l'italien sont couramment utilisés parmi les 590.000 habitants de notre pays. Avec ses 2500 km², il est souvent désigné comme un pays à taille humaine. Cette taille et cette situation ont forgé notre vision du monde comme un système interdépendant et interconnecté. Multiculturel et multilingue, la nature profonde de notre pays est la recherche du consensus et l'action commune.

Membre actif de la communauté internationale, le Luxembourg veut être un pays ouvert.

Notre population connaît un dynamisme démographique exceptionnel avec une augmentation du nombre de résidents de 23% en l'espace de 10 ans. 48% d'étrangers de plus de 150 nationalités différentes vivent au Luxembourg. A cela s'ajoutent les travailleurs frontaliers : près de 45% des emplois sont assurés par des *commuters* qui viennent chaque matin de France, de Belgique et d'Allemagne pour travailler au Luxembourg.

Le revers de cette médaille est l'impact des modes de vie actuels et une pression croissante sur notre environnement. La prospérité du Luxembourg a engendré une croissance démographique et économique sans précédent qui pose le défi de l'inclusion sociale et celui d'offrir une éducation satisfaisante à des enfants d'une très grande diversité. Pour assurer un modèle de société durable, l'économie doit absolument se diversifier, se décarboniser et se découpler de la consommation



des ressources. Les besoins en mobilité qui découlent de la métropolisation de notre territoire doivent être orientés vers un modèle plus durable. Planifier et coordonner l'utilisation du sol malmenée par cette croissance demande un aménagement du territoire mieux réfléchi. Il faut protéger plus efficacement notre environnement naturel, qui a souffert et continue de souffrir des activités humaines. Enfin, la protection du climat est au cœur de tous les enjeux et de toutes les politiques sectorielles du pays.

Confronté à ces « chantiers » de développement durable, nous entendons les adresser de manière résolue avec l'Agenda 2030 comme guide. Et nous voulons progresser vite. Notre Gouvernement a adopté le rapport sur la mise en œuvre de l'Agenda 2030 au et par le Luxembourg en mai de cette année. La prochaine étape est l'analyse des lacunes en vue d'un nouveau Plan National pour un Développement Durable au printemps de l'année prochaine. Par la gouvernance en place, nous allons transformer tous les acteurs publics en acteurs de développement durable. Notre législation nous donne cette opportunité. Et la société civile jouera un rôle important dans ce processus de réflexion et de mise en œuvre.

Nous sommes convaincus que la réussite de cette mise en œuvre nécessite l'implication du gouvernement dans son ensemble, que des synergies entre les différents domaines politiques doivent être identifiées et mieux exploitées. Nous sommes décidés à travailler et à agir en commun.

Ainsi, avec le ministère de l'Economie, mais aussi avec le secteur privé et avec les entreprises, le ministère du Développement durable mise sur l'économie circulaire. Le programme national *Fit for Circularity* les accompagne pour les aider à effectuer cette transition vers l'économie circulaire.

Outre une coordination renforcée entre acteurs publics, le Luxembourg s'est engagé dans des processus de gouvernance selon une approche bottom-up, notamment par la création de partenariats multi-acteurs :

- avec les municipalités et les citoyens, le gouvernement du Luxembourg veut réfléchir à son modèle de croissance et à l'organisation du territoire.
- Plus de 300 acteurs socio-économiques issus du gouvernement, du monde des affaires, des milieux universitaires et de la société civile ont travaillé à l'élaboration d'une étude stratégique pour la mise en œuvre de la « *Troisième Révolution Industrielle* » au Luxembourg autour des défis concernant e.a. l'énergie, la mobilité, l'alimentation, l'industrie et la finance, l'économie circulaire et la thématique « *prosumer & social model* ».
- avec les municipalités, nous travaillons à la protection du climat. Toutes les communes luxembourgeoises se sont engagées dans un partenariat avec l'Etat au sein du « Pacte Climat ». Elles s'engagent à mettre en œuvre un système de qualité et de certification et



un système de comptabilité énergétique. En contrepartie, l'Etat garantit un soutien financier et une assistance technique. Dans chaque municipalité, une « équipe climat » est mise en place, avec un conseiller climat, des représentants issus du monde politique, des employés municipaux, des représentants d'entreprises locales et des citoyens. A partir de 2017, de nouvelles mesures visant à améliorer la qualité de l'air se sont ajoutées à ce programme de certification. En 2018, elles seront suivies par des mesures en faveur de l'économie circulaire. (slide 13)

L'année 2015 a connu un appui politique sans précédent pour le développement durable, en général, et contre les effets du changement climatique, en particulier. L'indispensable effort financier à fournir au cours des années et des décennies à venir pour la mise en œuvre des nouveaux engagements politiques est souligné tant dans l'Addis Ababa Action Agenda que dans l'Agenda 2030 et dans l'Accord de Paris.

Face aux besoins financiers énormes, et conscient de sa responsabilité, le Luxembourg s'est attelé à créer une complémentarité entre instruments existants et à développer de nouveaux mécanismes innovants.

Afin de définir une stratégie pour le financement de l'action climatique du Luxembourg, un autre partenariat a été mis en place. La « Climate Finance Taskforce » réunit les acteurs publics et privés et coordonne les travaux pour mettre en œuvre cette stratégie. Elle poursuit l'objectif de faire une contribution crédible à la lutte internationale contre le changement climatique, de réorienter les flux financiers et d'établir le Luxembourg comme un centre international de finance climatique. (slides 14 + 15)

Dans le contexte de cette stratégie, je tiens à souligner notamment,

- le lancement du « Luxembourg Green Exchange » par la Bourse luxembourgeoise,
- le partenariat avec la Banque européenne d'investissement, la « *Luxembourg-European Investment Bank Climate Finance Platform* », dans lequel le gouvernement luxembourgeois contribue à hauteur de 30 millions d'euros que la BEI investit dans des projets ayant de fortes retombées positives pour le climat, l'objectif étant de susciter également l'intérêt des investisseurs privés,
- le partenariat avec la société financière internationale (IFC) dans le lancement du *Green Cornerstone Bond Fund*, où par une contribution financière, nous voulons contribuer à faciliter l'assistance technique du fonds,
- et l'agence de labélisation LuxFLAG qui a lancé en septembre 2016 un label de qualité *Climate Finance* certifiant à des fonds d'investissement que leur politique d'investissement sert l'action climatique.



A côté de ces partenariats avec la place financière, le Luxembourg s'engage à continuer de soutenir l'action climatique dans les pays en développement par l'intermédiaire d'une contribution de 120 millions EUR entre 2014 et 2020 ; cela toujours avec un focus sur les pays les moins avancés et les petits Etats insulaires en développement.

Ce montant inclut une contribution annuelle de 5 millions EUR au Fonds Vert pour le Climat, soit environ 10 EUR par habitant et par an, soit un total de 35 millions EUR.

La stratégie de financement du climat du Luxembourg s'est résolument inspirée des principes et objectifs du cadre international de la finance climatique, tels que retenus par la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et l'Accord de Paris.

Ces fonds sont nouveaux et s'ajoutent à notre aide publique au développement.